

De nouveaux défis d'ordre politique dans un paysage économique en évolution



Brent Herbert-Copley, directeur, du domaine de programme
Politique sociale et économique

2006-12

Profil du domaine de programme Politique sociale et économique du CRDI

Nous vivons dans une ère de mondialisation économique qui a suscité de grandes attentes, mais aussi de profondes déceptions, chez les populations des pays en développement.

La croissance rapide, en particulier celle des robustes économies d'Asie que sont l'Inde et la Chine, a contribué au recul de l'extrême pauvreté (au moins, celle qui est mesurée selon les revenus) qui est passée de 28 % de la population mondiale en 1990 à 19 % en 2002. Malgré ces progrès, le nombre de personnes très pauvres continue d'augmenter dans bien des pays de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie. Évalué selon d'autres critères que les revenus — par exemple, l'accès à l'éducation, la nutrition et la prévalence des maladies — le sort des pauvres de la terre semble encore plus funeste et l'accentuation des inégalités encore plus abrupte.

« On a le sentiment aujourd'hui que les forces de la mondialisation économique et sociale ne suffisent pas, à elles seules, à sortir les gens de la pauvreté ou à résoudre les grands problèmes sociaux auxquels font face les pays en développement », affirme Brent Herbert-Copley, directeur du domaine de programme Politique sociale et économique (PSE). « Cela indique qu'il faudrait mettre en place des politiques publiques plus énergiques dans les pays en développement. »

Pourtant, les politiques publiques efficaces ne procèdent pas du vide. Il faut plusieurs éléments pour alimenter le processus d'élaboration des politiques. L'accès à de solides recherches est un élément essentiel. Une culture de consultation et de débat public en est un autre très utile. Tenant compte de ces exigences, PSE s'efforce de soutenir l'élaboration de politiques sociales et économiques en poursuivant trois objectifs connexes :

1. contribuer au renforcement des capacités de recherche dans les pays en développement,
2. favoriser l'établissement de liens entre chercheurs et responsables des politiques, et
3. stimuler les débats publics fondés sur les résultats probants de la recherche.

Le Consortium pour la recherche économique et sociale au Pérou donne un bon exemple de la façon dont il est possible de réaliser ces trois objectifs. Lorsque le CRDI (en collaboration avec l'Agence canadienne de développement international) a commencé à parrainer le Consortium il y a plus de 15 ans, il avait pour objectif de renforcer les capacités de recherche du Pérou et d'offrir des incitations aux chercheurs afin qu'ils restent au pays malgré la crise économique et politique qu'il traversait.

Dans les années qui ont suivi, le Consortium est passé de cinq membres à 35. Il a su s'adjoindre des institutions plus faibles en dehors de Lima et il a favorisé la création de liens entre le milieu de la recherche et les responsables des politiques.

« [Le domaine de programme Politique sociale et économique] se concentre sur l'amélioration des perspectives de développement équitable dans le sens le plus large du terme, comportant un souci simultané de la croissance économique, de la réduction de la pauvreté, de la lutte contre l'exclusion politique et de la justice sociale. »
(SG+CP 2005–2010, SG, par. 72)

Pendant la campagne électorale nationale de 2006, le Consortium a joué un rôle de premier plan dans la vie politique péruvienne. Il a commandé diverses études sur d'importantes questions, allant des négociations commerciales à l'emploi, en passant par l'égalité entre les sexes, les soins de santé et l'éducation. Ces études ont non seulement mis à contribution les responsables des politiques et les candidats politiques, mais elles ont en outre servi de fondement à un vaste dialogue public tenu lors de colloques, par l'entremise de la presse électronique et par la publication de textes dans le principal magazine d'information du Pérou. Seule une institution de recherche qui s'est acquise une réputation de fiabilité et d'impartialité peut avoir une telle influence dans un débat national.

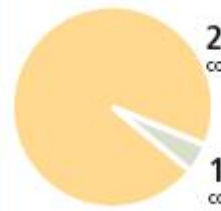
Si le Consortium s'intéresse à un grand nombre d'enjeux, PSE, pour sa part, se concentre sur quatre programmes qui traitent de dossiers particuliers.

- Le programme Paix, conflits et développement porte sur l'origine des conflits et la transition vers une paix durable.;
- Mondialisation, croissance et pauvreté se fonde sur la longue expérience que le CRDI a acquise des questions économiques, entre autres en ce qui a trait aux politiques commerciales et à l'analyse de la pauvreté.;
- Droits des femmes et participation citoyenne est un nouveau programme axé sur l'égalité entre les sexes;
- Gouvernance, équité et santé (GES) traite des divers facteurs complexes entourant l'accès aux services de santé et les politiques connexes.

Les démarches faites présentement pour assurer le déploiement de la thérapie antirétrovirale auprès des personnes atteintes du sida en Afrique illustrent à quel point les questions de santé sont étroitement liées à une foule d'enjeux politiques. GES tente de résoudre cette équation tout en renforçant le système de santé dans son ensemble plutôt que de diminuer la capacité d'offrir d'autres services de santé.



LE DOMAINE DE PROGRAMME PSE EN 2005–2006



29 711 000 \$
contribution du CRDI

1 461 000 \$
contribution d'autres bailleurs de fonds

92
activités de recherche approuvées en 2005–2006

220
activités de recherche en cours à la fin de l'exercice

Défis et possibilités

« Rapprocher le milieu de la recherche et celui des responsables des politiques, voilà le défi qui se pose présentement », précise M. Herbert-Copley. « Souvent, cela voudra dire que chacun des groupes devra prendre des risques », nouer des relations, créer des liens de confiance. La complexité croissante des questions de politique publique offre de réelles possibilités de faire en sorte que les résultats probants de la recherche influent sur les décisions politiques. En fin de compte, la recherche peut stimuler les débats publics et inciter les instances au pouvoir à faire montre de plus de rigueur dans la reddition des comptes. « C'est cela, vraiment, qui est au coeur du domaine de programme PSE. »

La collaboration multi-organismes jouera sans doute un plus grand rôle à l'avenir et offrira de nouvelles possibilités et de nouveaux défis. Brent Herbert-Copley affirme que le CRDI est bien préparé à cette nouvelle façon de travailler puisqu'il a l'expérience du travail en réseau et avec les consortiums. À titre d'exemple, le Centre a pris une part active — en collaboration avec l'ACDI, les Instituts de recherche en santé du Canada et Santé Canada — à la création de l'Initiative de recherche en santé mondiale qui vise à accroître la participation du Canada dans le domaine de la recherche en santé mondiale.

« Nous étudions les moyens de travailler efficacement avec nos partenaires canadiens et internationaux, indique-t-il, afin de mettre à profit ces acquis en recherche concertée. »

« Un des grands défis du XXI^e siècle consistera à renforcer et à réformer les institutions, la réglementation et les coutumes au moyen desquelles les pays et les populations s'attaquent au défi politique fondamental qui les force à compléter les avantages que procurent les marchés mondiaux par la gestion collective des problèmes, y compris des inégalités persistantes et injustes que les marchés mondiaux ne peuvent résoudre à eux seuls. » Nancy Birdsall, présidente, Center for Global Development, « The World is not Flat: Inequality and Injustice in our Global Economy », (WIDER Annual Lecture), 20 octobre 2005, Helsinki, Finlande [traduction libre].